

### Sommaire

- Les nouveaux visages de l'Union...
- Herman Van Rompuy devient le premier Président de l'UE
- Pierre de Boissieu, nouveau Secrétaire Général du Conseil de l'UE
- Catherine Ashton à la tête de la diplomatie européenne
- La nomination de la nouvelle Commission européenne
- Le Parlement européen reprend la main !
- Les exigences des groupes politiques au Parlement Européen
- Michel Barnier présenté comme futur Commissaire

### Les nouveaux visages de l'Union...

A l'unanimité, les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept ont désigné le 19 novembre les trois personnalités qui occuperont les postes à haut niveau créés par le Traité de Lisbonne. L'actuel Premier Ministre belge (chrétien-démocrate), Herman Van Rompuy, occupera le fauteuil de Président stable du Conseil européen pour une durée de deux ans et demi, l'actuelle Commissaire britannique au commerce (travailleuse), Catherine Ashton, celui de Haut représentant pour les Affaires étrangères et de Vice-présidente de la Commission européenne, et l'actuel Secrétaire général adjoint du Conseil, le Français Pierre de Boissieu, est nommé Secrétaire général du Conseil. Les Vingt-Sept semblent être tombés rapidement d'accord sur ces noms.

Herman Van Rompuy et Catherine Ashton auront désormais la lourde tâche d'incarner l'Union européenne aux yeux de ses citoyens et dans le monde entier. Beaucoup, comme Michel Rocard, regrettent la faible notoriété des deux nouveaux visages visibles de l'Union mais après quatre ans durant lesquels l'Union européenne était plongée dans un borbier institutionnel, l'émergence de ces fonctions de représentation au sommet de l'UE est un pas significatif qu'il ne faut pas négliger.

Une autre étape commence désormais avec la désignation des Commissaires européens afin que la nouvelle équipe qui sera formée autour de José Manuel Barroso se mette rapidement au travail.

### Herman Van Rompuy devient le premier Président de l'UE



Le Premier Ministre chrétien-démocrate belge Herman Van Rompuy, 62 ans, a été élu président permanent du Conseil européen pour deux ans et demi renouvelables. Il possède une solide expérience ministérielle et parlementaire : il a été successivement sénateur (1988-1995), député fédéral (1995-2008), Ministre du budget (1993-1999), Ministre d'Etat (2004), Président de la Chambre des Représentants (2007-2008)

et Premier ministre de Belgique (2008-2009). Pendant son passage au ministère du budget, il s'est attaché avec succès à réduire le déficit belge.

Après des études de philosophie et d'économie à l'université de Louvain, il s'est engagé en politique dès 1975, chez les chrétiens-démocrates. Parfaitement bilingue flamand-français, il s'exprime également en anglais et en allemand. Décrit comme discret et travailleur, il est parvenu à élaborer des

(Suite p. 2...)

(... Suite de la p. 1)

compromis lors des négociations communautaires belges, particulièrement difficiles.

Pour beaucoup d'observateurs, Herman Von Rompuy est perçu comme catholique, intellectuel et modéré au sein de la classe politique belge. Fait suffisamment rare

en Belgique, il est apprécié tant par les Flamands que par les Wallons. Toutefois, il n'a que peu d'expérience en matière diplomatique ou européenne et n'est pas familier des grands dirigeants du monde, étant arrivé au pouvoir en Belgique il y a tout juste un an, malgré lui, suite à la démission d'Yves Leterme.

Choisi par les chefs d'Etat européens pour son rôle de bon intendant (rétablissement des finances publiques), sa qualité d'écoute et sa capacité à forger des majorités, il prendra ses fonctions de Président du Conseil européen le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### Pierre de Boissieu, nouveau Secrétaire Général du Conseil de l'UE

Diplomate de carrière et ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne, Pierre de Boissieu (Licence de Lettres, Sciences-PO, ENA) était depuis 1999 Secrétaire général adjoint auprès de Javier Solana du Conseil. Il avait été auparavant chef de cabinet de François-Xavier Ortoli, Président de la Commission européenne de 1978 à 1984.

Le poste de secrétaire général est crucial au Conseil de l'UE, puisqu'il regroupe l'organisation des travaux du Conseil Relations extérieures, voire le remplacement, en cas de déplacement, du Haut Représentant.

### Catherine Ashton à la tête de la diplomatie européenne



La travailleuse britannique Catherine Ashton,

53 ans, actuelle Commissaire européen au commerce, a été choisie par les Vingt-sept réunis à Bruxelles le 19 novembre pour devenir Haut représentant pour les affaires étrangères et Vice-présidente de la Commission.

Nommée pour cinq ans, Catherine Ashton présidera le rendez-vous régulier des Ministres des Affaires étrangères, un rôle jusqu'ici dévolu à la présidence tournante de six mois. Avec la double casquette du Conseil et de la Commission, elle devra «

*conduire la politique étrangère (...) et contribuer à son élaboration* », selon les termes du Traité de Lisbonne.

Elle pourra s'appuyer sur un budget confortable et une administration solide, notamment à travers le Service européen d'action extérieure (SEAE).

Economiste de formation, Catherine Ashton a un temps dirigé une œuvre caritative du prince Charles. En 1999, anoblée à la demande du Parti travailliste, elle prend le titre de Baronne Ashton of Upholland, et entre ainsi à la chambre des Lords. Elle a été successivement secrétaire d'Etat à l'éducation, aux affaires constitutionnel-

les et à la justice. Nommée en 2007 Leader of the Lords par Gordon Brown, elle a notamment obtenu l'adoption du Traité de Lisbonne par la Chambre haute du Parlement.

Si Catherine Ashton n'a pas beaucoup d'expérience en matière diplomatique, n'a jamais été élue ni Ministre, « *c'est une femme apte, qui apprend vite* », estime un de ses collègues Commissaire européen. La Commissaire, qui a sans doute bénéficié de la volonté de nombreux pays de nommer une femme et un Britannique, a reconnu ne pas être une « *experte* » mais a demandé à être jugée sur ses actes.

## La nomination de la nouvelle Commission européenne

Au même titre que le poste de Président du Conseil européen et de celui de Haut représentant pour les affaires étrangères, les portefeuilles de la Commission européenne étaient dans la balance lors des négociations globales des chefs d'Etats du 19 novembre. La composition de la Commission Barroso II devrait rapidement être connue. Six pays doivent encore communiquer le nom de leur Commissaire dans les jours à venir. Une fois que tous seront connus, le Président Barroso pourra distribuer officiellement les différents portefeuilles (fin novembre, début décembre).

La composition de la Commission doit faire l'objet d'un vote au Parlement européen et d'un vote à la majorité qualifiée au Conseil. Selon toute probabilité, les auditions des futurs Commissaires devant le Parlement européen débuteront au début de l'année 2010. Le vote d'approbation du Collège par le Parlement pourrait ainsi se tenir à la fin du mois de janvier, à la plénière de Strasbourg (18-21 janvier).

Cependant, le vote d'investiture pourrait être reporté au mois suivant (plénière de Strasbourg les 9-11 février ou de Bruxelles les 24-25 du même mois). En effet, le

faible nombre de femmes dans la future Commission pourrait être un point de blocage devant le Parlement européen. Plusieurs parlementaires menacent en effet de ne pas voter la composition du Collège si celui-ci ne compte pas au moins autant de femmes que la Commission actuelle (8).

La Commission Barroso II pourra alors prendre ses fonctions dans la foulée, après la nomination formelle du Conseil statuant à la majorité qualifiée par procédure écrite.

## Le Parlement européen reprend la main !

La prochaine étape institutionnelle à l'agenda sera l'audition individuelle des Commissaires par le Parlement européen au cours du mois de janvier 2010 suivie du vote sur le collège des Commissaires dans son ensemble le mois suivant. Or, cette procédure qui est devenue une véritable tradition est loin d'être une formalité pour la future Commission Barroso II...

Si les députés européens n'ont pas eu leur mot à dire sur la désignation de Mme Ashton et de M. Von Rompuy, la balle est désormais dans leur camp et ils ne se priveront aucunement de la faculté de refuser tel ou tel commissaire qui ne leur conviendrait pas. En effet, si le Parlement ne peut en théorie se pro-

noncer que sur le collège dans son ensemble, José Manuel Barroso ne prendra pas le risque d'inclure dans son équipe une personnalité suscitant la vive opposition du Parlement européen.

Ainsi, en 2004, Barroso avait été contraint, sous la pression des députés européens mais également du couple franco-allemand, de demander à l'Italie de retirer son candidat italien, Rocco Bottiglione, pour des propos jugés dégradants pour les femmes et les homosexuels tenus au cours de son audition. La Hongrie s'était également vue obligée de demander un autre portefeuille pour son Commissaire, jugé incompétent par le Parlement européen sur les questions énergétiques. L'au-

dition de Neelie Kroes avait enfin créé une polémique, la candidate pour le poste de Commissaire en charge de la concurrence ayant été accusée de conflit d'intérêts par les députés européens.

Les prochaines auditions s'annoncent donc très animées, même si les questions posées aux candidats au poste de commissaire sont désormais davantage encadrées et en partie d'ores et déjà connues. Mais les députés européens ont encore la faculté de poser des questions spécifiques... il s'agit donc toujours d'une épreuve délicate à franchir !

## Les exigences des groupes politiques au Parlement européen

A la veille de la nomination de la nouvelle Commission, le groupe parlementaire du **Parti Populaire Européen** (PPE) souhaite la mise en place d'une « *Commission forte* » qui doit « *pouvoir bénéficier d'une autorité suffisante pour faire valoir l'intérêt général face aux Etats membres, tout en étant responsable devant le Parlement européen* ». Le PPE détaille en cinq points son programme pour la prochaine Commission : valeurs, sécurité, recherche et innovation, croissance durable et économie sociale de marché, ambition internationale.

De son côté, le groupe des **Socialistes et Démocrates** (S&D) au

Parlement européen a fait part de **onze exigences** : un nouveau plan de relance pour l'Europe ; un Pacte Européen pour l'emploi ; une nouvelle Charte des Droits des Femmes ; un Pacte de Progrès Social ; une réglementation et supervision efficaces des marchés financiers ; des instruments financiers européens plus solides et efficaces ; une nouvelle solidarité mutuelle entre Etats Membres européens ; une action extérieure européenne plus complète et coordonnée ; une stratégie économique européenne cohérente après 2010 ; un nouveau cadre légal pour sauvegarder et clarifier le statut légal des services publics ; un budget européen à l'échelle

des défis à relever.

Le troisième groupe plus important au Parlement européen, **l'Alliance des Libéraux et Démocrates** (ALDE), réclame également un certain nombre de conditions : une utilisation maximale du « droit d'initiative » ; la garantie d'une application correcte et ponctuelle de la législation ; la défense de la méthode communautaire ; l'attention des commissaires à pouvoir discuter de sujets politiques ; le regroupement en quatre clusters (Action Extérieure, Innovation/Climat et Soutenabilité, Affaires Economiques et Financières et Affaires Intérieures et Justice) présidés par un Vice-président de la Commission.

### Michel Barnier pressenti comme futur Commissaire au Marché intérieur et aux Services Financiers



Vice-président du PPE et actuellement député européen, Michel Barnier est pressenti comme futur Commissaire au Marché intérieur et aux Services Financiers dans la prochaine Commission Barroso II, un poste hautement stratégique tant en ce qui concerne la relance du marché intérieur (commerce en ligne, régulation financière) que le dossier de la supervision financière. Issu de la droite gaulliste pro-européenne (RPR puis UMP), Michel Barnier, après des études commerciales à l'ESCP-Paris, est élu député (1978) puis président du conseil général (1982-1999) de Savoie. Ministre de l'Environnement (1993-1995), puis des Affaires européennes (1995-1997), il est nommé en 1999 Commissaire européen à la politique de cohésion (1999-2004). En 2004, il est nommé Ministre des Affaires étrangères (2004-2005), puis Ministre de l'Agriculture (2007-2009).

Ce document est le fruit d'un travail collectif.  
Les analyses et les propos repris n'engagent que leurs auteurs.



Conseil en affaires européennes  
Rue du Luxembourg, 19-21  
1000 Bruxelles  
Tél: +32 2 506 88 20  
Fax: +32 2 506 88 25  
Email: [info@euralia.eu](mailto:info@euralia.eu)

#### A propos d'Euralia...

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à comprendre l'environnement politique et législatif communautaire pour anticiper les changements et être entendus sur la scène européenne.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions communautaires.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités territoriales et d'ONG.

Euralia offre une gamme très complète de services personnalisés:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux affaires européennes

**Visitez notre site Internet!**

[www.euralia.eu](http://www.euralia.eu)